

# ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC  
AU 370/00

ÉFAI – 000773 – AMR 23/099/00

*Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.*

## CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ

### COLOMBIE

#### Trois représentants de l'appareil judiciaire :

Jorge Betancur Echeverri, procureur

Jairo Carvajal Pérez, secrétaire

Dora Muñoz Pérez (f), juge

---

Londres, le 4 décembre 2000

Selon les informations recueillies par Amnesty International, trois représentants de l'appareil judiciaire ont été enlevés par des inconnus armés le 27 novembre dans la municipalité d'Amalfi, dans le département d'Antioquia. Ces personnes menaient des investigations dans la région, qui est particulièrement touchée par le conflit que connaît la Colombie depuis de nombreuses années.

Plusieurs groupes armés d'opposition, notamment l'*Ejército de Liberación Nacional* (ELN, Armée de libération nationale), opèrent dans cette région, dont ils se disputent le contrôle avec des formations paramilitaires bénéficiant du soutien de l'armée et appartenant aux *Autodefensas Unidas de Colombia* (AUC, Milices d'autodéfense unies de Colombie).

### INFORMATIONS GÉNÉRALES

Ces dernières années, toute une série de représentants de l'appareil judiciaire ont été victimes d'exécutions sommaires ou de « disparitions ». Nombre d'entre eux menaient des investigations sur des atteintes aux droits humains et des violations du droit international humanitaire commises par des membres des forces de sécurité et leurs alliés paramilitaires ou par des groupes armés d'opposition.

Le 4 avril, un fonctionnaire de justice exerçant les fonctions de secrétaire a été enlevé par des hommes armés à Amalfi. Le 4 novembre, un procureur aurait été enlevé à Frontino, une municipalité voisine, par des membres des *Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia* (FARC, Forces armées révolutionnaires colombiennes). Aucun des deux hommes n'a été revu depuis.

Le 10 mars, des paramilitaires auraient enlevé sept enquêteurs dans la municipalité de La Paz, dans le département de César (nord-est de la Colombie). On ignore où se trouvent actuellement ces sept personnes.

Depuis février 1997, au moins 67 représentants de l'appareil judiciaire auraient été tués dans l'exercice de leurs fonctions. Des formations paramilitaires opérant avec le soutien de l'armée s'en prennent régulièrement à des magistrats et à des fonctionnaires de justice, les soumettant à des manœuvres de harcèlement et à des agressions dans le but de les empêcher d'enquêter sur les atteintes aux droits humains. Les hauts responsables de l'appareil judiciaire se plaignent souvent de ne pas recevoir suffisamment de soutien de la part des forces de sécurité lorsqu'ils décernent des mandats d'arrêt à l'encontre de paramilitaires. D'autres représentants du système judiciaire ont été menacés, enlevés, voire tués par des mouvements de guérilla.

**N. B. : Aucune démarche n'est requise de la part des membres du Réseau d'Actions urgentes, l'équipe chargée des Actions urgentes ayant indiqué dès le 5 décembre que ces trois personnes avaient été relâchées et que l'action lancée en leur faveur pouvait être interrompue. L'AU 370/00 et sa mise à jour vous sont transmises uniquement à titre d'information.**

**ACTION INITIALEMENT RECOMMANDÉE : télégramme / aérogramme / lettre par avion / fax** (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- dites-vous préoccupé par la sécurité des trois représentants de l'appareil judiciaire dont le nom figure ci-dessus ;
- exhorte les autorités à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour déterminer où se trouvent ces trois personnes et garantir leur sécurité ;
- demandez instamment que soient menées des enquêtes exhaustives et impartiales sur ces enlèvements, que les conclusions en soient rendues publiques et que les responsables présumés soient déférés à la justice.

**APPELS À :**

**Président de la République :**

Señor Presidente Andrés Pastrana Arango  
Presidente de la República  
Palacio de Nariño  
Carrera 8 No. 7-26  
Santafé de Bogotá, Colombie  
**Fax :** 57 1 286 7434 / 287 7939 / 284 2186 / 289 3377  
**Formule d'appel :** *Excelentísimo Sr. Presidente,* / Monsieur le Président de la République,

**Vice-Président de la République :**

Señor Vicepresidente Gustavo Bell Lemus  
Alto Consejero Presidencial para asuntos de Derechos Humanos y lucha Contra la Corrupción  
Cra. 8 #7-26,  
Palacio de Nariño  
Santafé de Bogotá, Colombie  
**Fax :** 57 1 337 1351  
**Formule d'appel :** *Excelentísimo Sr. Vicepresidente,* / Monsieur le Vice-Président de la République,

**Gouverneur du Département d'Antioquia :**

Dr. Alberto Builes Ortega  
Gobernador del Departamento de Antioquia  
Gobernación de Antioquia  
Calle 42B, # 52 – 106  
Medellín, Antioquia, Colombie  
**Télégrammes :** Gobernador Antioquia, Medellín, Colombie  
**Fax :** 57 4 381 1342

**Formule d'appel :** *Sr. Gobernador,* / Monsieur le Gouverneur,

**N.B. :** À partir de janvier 2001, le nouveau gouverneur du département d'Antioquia sera Sr. Guillermo Gaviria Correa

**COPIES À :**

**Fiscal General de la Nación [qui chapeaute le système judiciaire] :**

Dr. Alfonso Gómez Méndez  
Fiscal General de la Nación  
Fiscalía General de la Nación  
Diagonal 22B 5201, Apartado Aéreo 29855  
Santafé de Bogotá, Colombie  
**Formule d'appel :** *Estimado Dr.,* / Monsieur,

**Organisation de défense des droits humains :**

GIDH  
Carrera 49, No. 50-22, Of. 803  
Medellín, Colombie

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de la Colombie dans votre pays.

***PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.***

**APRÈS LE 15 JANVIER 2001, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.**

---

*La version originale a été publiée par Amnesty International,  
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi.  
La version française a été traduite et diffusée par les Éditions Francophones d'Amnesty International - EFAI -*